www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0613 du 09 au 15 Juillet 2024- Prix : 250 F CFA

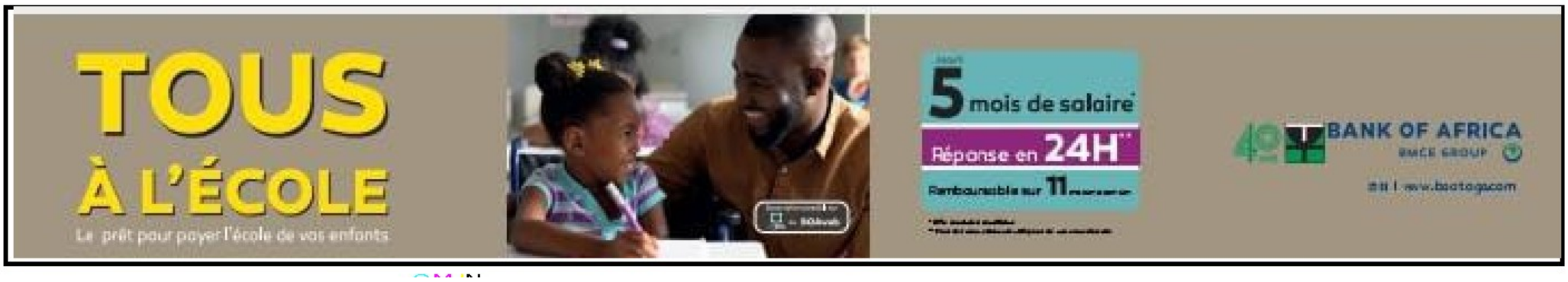
IDH 2023-2024/PERFORMANCES DU TOGO :

CEDEAO / 65ÈME SESSION ORDINAIRE :

Les Chefs d'Etats prennent note de l'adoption de la nouvelle Constitution au Togo P.2

LE CHOIX DU DÉVELOPPEMENT CENTRÉ SUR L'HOMME

P.3



EDITO

Pas de Gloire sans Sacrifices

L'Homme naît, vit et grandit dans une Société. Celle-ci l'ayant vu naitre, la forme, la façonne, l'éduque et l'éprouve.

Si la souffrance sous diverses formes est inhérente à l'existence humaine, il faut tout de même reconnaitre que les formes de souffrances proviennent, la plupart du temps, de nos semblables, de nos prochains.

L'Homme, pour ceux qui le sont à dessein et s'en réjouissent malheureusement, s'illustre parfois ou très souvent, c'est selon, dans une méchanceté fortuite vis-à-vis de son semblable. On prend naturellement plaisir à être objet de chute pour son prochain. On s'y plait. Et on s'en délecte, par pur méchanceté.

Poser sur le chemin d'autrui ou s'évertuer à le salir, à le vilipender, à le nuire, est devenu très malheureusement le sport favori de moult personnes. Faire du mal à son prochain, c'est comme gagner une médaille aux Jeux Olympiques. Tous les coups bas sont donc permis.

Cependant, ce que le méchant, le mesquin, le perfide oublie généralement, c'est justement que la roue tourne. Le Pavé mosaïque est plein de sens. C'est un symbole. Il existe toujours quelque part un être qui semble différent et appréciera les choses autrement. C'est en ce moment, justement, que l'expression " Pas de gloire sans Sacrifices " trouve sa pleine et juste définition.

Pensant faire du mal à autrui, c'est autrement le former, lui donner les outils nécessaires pour son développement, son épanouissement personnel, pour le bien de l'Humanité.

Le travail sur soi devient donc un impératif, même en temps de souffrance et d'épreuves multiformes.

En travaillant sur soi, on s'améliore et on améliore tout autour de soi. Après le moi, que je suis, le véritable travail est également au sein de la cellule familiale. Dans nos entreprises et sur nos lieux de travail, nous avons l'impérieux devoir de servir d'exemple de changement ou d'amélioration. Ainsi donc, nous pourrons, sans grande difficulté, influencer l'Humanité.

Le travail sur soi passe également par le combat des passions qui déshonorent l'Homme et le rendent si infirmes. C'est un exercice fastidieux auquel je nous invite tous. Nous sommes cette Pierre brute que nous devons continuellement dégrossir.Et polir!

Crédo TETTEH

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (**90 97 52 56**)

CEDEAO / 65ème SESSION ORDINAIRE :

LES CHEFS D'ETATS PRENNENT NOTE DE L'ADOPTION DE LA NOUVELLE CONSTITUTION AU TOGO

La soixante-cinquième (65ème) Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue le 7 juillet 2024 à Abuja, en République Fédérale du Nigéria. C'était sous la présidence de Bola Ahmed Tinubu, Président de la République Fédérale du Nigéria et Président de la Conférence.

Au cours de ce Sommet ordinaire, et au titre de la Démocratie et de la bonne gouvernance, la Conférence a pris note de l'adoption d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée nationale togolaise. Elle a félicité le Gouvernement et le peuple pour le bon déroulement des élections législatives et régionales. " La Conférence encourage les autorités et les parties prenantes togolaises à continuer à privilégier le dialogue en faveur de la cohésion sociale et de l'unité nationale " liton dans le Communiqué final, à l'issue du Sommet.

Au titre de la paix, de la sécurité et de la gouvernance dans la région

La Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO a salué les efforts louables déployés par les États membres et la Commission de la CEDEAO en vue de consolider la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

Elle a noté, en particulier, les élections réussies et pacifiques tenues dans le courant de l'année au Sénégal et au Togo.

La déception de la Cedeao face au manque de progrès dans les interactions avec les pays de l'AES

En ce qui concerne la situation avec l'Alliance des États du Sahel (AES), la Conférence exprime sa déception face au manque de progrès dans les interactions avec les autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Elle a instruit le Président de la Commission de faciliter une approche plus vigoureuse conformément aux décisions du Sommet Extraordinaire du 24 février 2024.

En outre, la Conférence demande à la Commission de la Cedeao d'élaborer un plan d'urgence prospectif à son intention pour faire face à toutes les éventualités dans les relations avec les pays de l'AES, en tenant compte

Photo de famille

des exigences de l'article 91 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993.

La Conférence a également instruit la Commission de la Cedeao de soutenir tous les efforts de médiation en cours en vue de mettre fin aux tensions entre la République du Bénin et la République du Niger.

Faye et Faure désignés Facilitateurs de la Cedeao avec l'AES

La Conférence a désigné Bassirou Diomaye Diakhar Faye, Président de la République du Sénégal, comme Facilitateur de la CEDEAO dans les discussions de la Communauté avec l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger), en collaboration avec Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise. Il faut préciser que la Conférence s'est félicitée de l'offre du Général Umaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée Bissau, de soutenir les discussions, en particulier avec le Burkina Faso.

Les Chefs d'Etats de la Cedeao ont déploré en outre le maintien en détention et la levée de l'immunité de l'ancien Président de la République du Niger, S.E. Mohamed Bazoum, et ont exigé sa libération sans condition. Le Professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères a représenté Faure Gnassingbé à la 65ème Session ordinaire à Abuja.

Crédo TETTEH

EDUCATION :

LES BIENFAITS DE SCHOOL ASSUR

Le programme de protection sociale en milieu scolaire, School Assur, est lancé depuis 2017 sur initiative du président Faure Gnassingbé. Il ambitionne de couvrir d'ici les années suivantes pas moins de 300 000 élèves dans toutes les régions du pays.

Depuis 2017 jusqu'au 5 mai dernier, on estime le cumul de prises en charge du programme à 4 553 624 dans toutes les régions, y compris le Grand Lomé. Grâce aux efforts du gouvernement, la population jeune est davantage scolarisée ces dernières années. Selon le Gouvernement, School Assur y a beaucoup contribué.

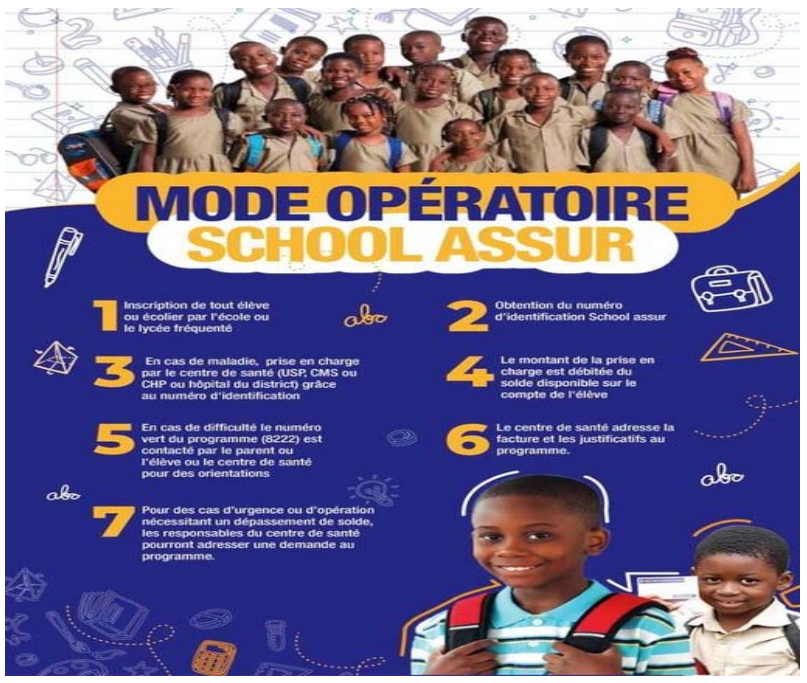
Plateaux, Centrale, Kara et Savanes

La région de la Kara compte 985 512 habitants avec ses 7 préfectures, selon le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) réalisé en 2023.

Dans cette région, les bienfaits de School Assur sont immenses et ont bien changé la vie des élèves, notamment le renforcement de la scolarisation des filles. En effet, dans de nombreuses communautés, les filles sont plus susceptibles d'être retirées de l'école en raison de problèmes de santé non résolus ou du fardeau financier associé aux soins médicaux. Les préjugés existants n'arrangent rien non plus.

Mais avec School Assur, qui fournit un accès facile aux soins de santé, les obstacles liés à la scolarisation des filles sont sautés, ce qui encourage leur participation continue à l'éducation. Il y a par ailleurs, une nette amélioration de l'hygiène et de la santé publique dans la région. School Assur inclut la sensibilisation à l'hygiène et à la santé publique dans ses actions. " En sensibilisant les élèves et leurs familles à ces questions fondamentales, le programme contribue à améliorer les normes d'hygiène et de santé dans la région de la Kara, ce qui profite à l'ensemble de la communauté ", soutient le Gouvernement.

Les prises en charge effectuées sont au nombre de 836 607 pour la seule région de la Kara. C'est le troisième plus grand nombre après celui de la région des Plateaux qui trône en tête avec 1 444 372 prises en charge, suivi de celui de la région maritime qui comptabilise 1 179 392 prises en charge au total sur la période susmentionnée. En termes de prestation, les plus de 4,5 millions de prises en charges sont réparties comme suit : 1 713 102 consultations, 501 262 analyses, 2 239 765 sollicitations de pharmacie, 24 758 hospitalisations et 74 737



chirurgies.

Dans la région centrale, qui fait 795 529 habitants (RGPH-5), la scolarisation des enfants a pris du relief au cours de ces dernières années. Le gouvernement y a beaucoup veillé, faisant succéder des programmes parmi lesquels, figure School Assur.

Avant le démarrage en 2017 du programme de protection sociale en milieu scolaire, des défis sanitaires se présentaient dans la région. Ils affectaient le milieu. L'accès était limité aux soins de santé dans plusieurs zones rurales de la région. Et cela en raison de l'éloignement des centres de santé et du manque d'infrastructures médicales adéquates. Il était par conséquent difficile pour les élèves d'obtenir des soins médicaux en cas de maladie ou de blessure pouvant empiéter sur leur rendement.

Aussi, les écoles de la région faisaient face à des défis en matière d'hygiène et d'assainissement, notamment le manque d'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires adéquates et aux mesures d'hygiène de base, augmentant le risque de maladies infectieuses. Dans la plupart des zones, la sécurité alimentaire était précaire, les élèves étaient donc confrontés à des problèmes de malnutrition et d'insécurité alimentaire, affectant ainsi leur croissance et leur développement.

Par ailleurs, les maladies trans-

Suite à la page 3

IDH 2023-2024/PERFORMANCES DU TOGO :

LE CHOIX DU DEVELOPPEMENT CENTRE SUR L'HOMME

Sandra Ablamba Johnson, la Ministre Secrétaire générale de la présidence de la République, a présenté le jeudi dernier aux professionnels des médias les résultats du classement de l'indice de développement humain (IDH), réalisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le Togo avait axé tous ses efforts sur l'Humain. Elle avait à ses côtés la Ministre de la Communication, Florence Kouigan.

Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre-SG de la Présidence

Une vue de l'assistance lors de la rencontre

Par Crédo TETTEH

Classé premier dans l'espace UEMOA, avec un score de 0,547, sur une échelle de notation allant de 0 à 1, le Togo scintille grâce aux efforts constants du gouvernement togolais pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens. En 2013, le Togo avait un score de 0,495 montrant aujourd'hui une progression significative au fil des ans avec un score passé à 0,547.

Les officiels

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indice composite créé par le PNUD en 1990 pour évaluer et comparer le développement humain dans les pays du monde. Il se base sur trois principaux critères notamment Santé et longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), Niveau d'éducation (évalué par la durée moyenne de scolarisation des adultes et la durée prévue de scolarisation des enfants) et Niveau de vie (mesuré par le revenu brut par habitant ajusté en fonction de la parité de pouvoir d'achat).

Contrairement aux mesures traditionnelles qui se concentrent principalement sur les indicateurs économiques, l'IDH offre une vision plus holistique du bien-être humain en prenant en compte plusieurs dimensions essentielles du développement.

Pour Mme Sandra Ablamba Johnson : "Le Togo a fait le choix du développement centré sur l'homme, le processus le plus difficile en économie. Le Togo n'a pas de pétrole et n'a pas investi des milliards dans les infrastructures routières de dernière génération, mais il a mis l'homme au centre de son développement. Le développement humain prend du temps car il est complexe. Mais, si vous arrivez à réussir, c'est un développement durable."

En mettant l'accent sur la santé, l'éducation et les infrastructures, le Togo démontre que le développement centré sur l'humain est non seulement possible, mais aussi durable. Les performances du Togo sur les Critères de l'IDH se signalent précisément dans les volets Espérance de vie à la naissance (61,6 ans), Durée moyenne de scolarisation (5,6 ans) et Revenu brut par habitant (2214 dollars).

En ce qui concerne les progrès Réalisés et Engagement du Gouvernement par secteur, il faut citer les secteurs de la Santé, de l'Education, de l'Eau et de l'Assainissement sans oublier d'autres secteurs comme l'énergie, l'agriculture et l'industrie qui ont également bénéficié d'importantes initiatives, contribuant aux performances remarquables du pays.

Du Secteur de la Santé

Accessibilité géographique aux soins de santé : 90,7% en 2023, contre 71% en 2020. Programme Woézu : Plus de 400 000 femmes bénéficiaires et plus de 220 000 accouchements effectués. Renforcement du personnel médical : Plus de 2500 agents recrutés, avec d'autres recrutements en cours. Infrastructure sanitaire : Six hôpitaux mère-enfant en construction, dont trois déjà achevés, et près de 150 formations sanitaires construites ou réhabilitées.

Du Secteur de l'Éducation

Taux d'achèvement : Passé de 88,6% à 88,7%depuis 2020. Transition primaire-secondaire : 85,9% contre 61,9%en 2020. Transition secondaire 1-secondaire 2 : 52,2% contre 41,9%. Infrastructures scolaires : Plus de 5000 salles de classe construites ou réhabilitées, et plus de 5000 nouveaux enseignants enregistrés.

Du Secteur de l'Eau

Accès à l'eau potable : 9%contre 60% entre 2020 et 2023. Infrastructure :Plus de 12 500 forages et plus de 60 000 branchements domestiques réalisés.

Du Secteur de l'Assainissement

Centres d'enfouissement de déchets : 5 construits. Bassins de rétention et stations de traitement : Plusieurs installations mises en place pour le traitement des boues de vidange.

Précisons que, sur la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), près de 6000 emplois ont été créés, avec l'objectif d'atteindre 35 000 emplois. Aussi, une usine textile indienne, soutenue par la SFI, créera prochainement 2000 emplois ***supplémentaires***.

EDUCATION :

LES BIENFAITS DE SCHOOL ASSUR

Suite de la page 2

missibles telles que le paludisme, les infections respiratoires, les infections parasitaires et les maladies diarrhéiques étaient prévalentes dans la région centrale en raison de facteurs divers comme le climat tropical, les conditions environnementales et les pratiques sanitaires inadéquates.

À partir du moment où le président Faure Gnassingbé a décidé de lancer School Assur pour l'ajouter au programme des cantines scolaires qui existait depuis, les choses ont commencé à changer, et dans un sens très positif. De 2017 à la date du 5 mai 2024, il y a 504 322 prises en charge au total dans la région centrale. Sur toute l'étendue du territoire, le cumul de prises en charge depuis le démarrage du programme à la date indiquée est de 4 553 624. Le chiffre de la région centrale dépasse par exemple celui du Grand Lomé (148 208) et celui de la région des Savanes (440 723).

Dans les Savanes, la santé des écoliers est aussi priorisée dans cette région septentrionale du pays. Les pouvoirs publics mettent beaucoup l'accent sur le bien-être des élèves, avec des réalisations encourageantes à la fois pour les individus pris en charge et leurs parents devenus plus sereins et moins dépensiers. " Dans la région des Savanes, 440 723 prises en charge ont été effectuées. C'est plus que les 148 208 prises en charge comptées dans le Grand Lomé ", renseigne-t-on.

Cumul de prises en charge

Depuis le démarrage du programme jusqu'au 5 mai 2024, il y a eu 4 553 624 prises en charge dans toutes les régions confondues, y compris le Grand Lomé. 1 179 392 prises en charge dans la région maritime, 1 444 372 prises en charge dans les Plateaux. La région centrale s'en sort avec 504 322, la Kara est créditée de 836 607 prises en charge et 440 723 pour les Savanes. Les prestations sont 1 713 102 consultations, 501 262 analyses, 2 239 765 sollicitations de pharmacie, 24 758 hospitalisations et 74 737 chirurgies.

Lancé en 2017, avec un financement colossal de plusieurs milliards de francs CFA, le programme présidentiel de protection sociale en milieu scolaire, School Assur, a donc réduit sensiblement la part du coût des soins de santé des élèves supportée par les ménages et amélioré ainsi leurs conditions de vie. Ces précieux investissements apportent de nombreux avantages à la fois individuels et communautaires pour les populations. " En offrant un accès gratuit aux soins de santé aux écoliers et aux élèves des établissements publics, School Assur assure à tous les enfants togolais les mêmes chances de réussite scolaire et de bien-être ", soulignent les responsables chargés d'exécuter le programme. Ils ajoutent que les réalisations faites suffisent à démontrer cela.

En conclusion, il est prouvé que des élèves en bonne santé sont plus susceptibles de réussir académiquement. Avec les mesures pour garantir leur santé, on peut s'attendre à une bonne concentration en classe, une participation accrue et des performances scolaires améliorées.

Koudjoukabalo

Zozo

L'AGENCE TOGO DIGITAL ANNONCE UNE TOURNÉE DE SENSIBILISATION À L'ENDROIT DES TPME

L'Agence Togo Digital (ATD), principale structure gouvernementale de coordination et d'exécution des projets digitaux, s'apprête à lancer une tournée de sensibilisation à l'endroit des Très petites et moyennes entreprises (TPME). L'opération prévue du 29 juillet au 10 août prochains se déroulera dans les cinq régions administratives du pays.

Dénommé " DigiTour ", ce périple vise à édifier les responsables des TPME sur les opportunités qu'offre la digitalisation et les potentiels usages du numérique dans la gestion quotidienne de leurs affaires.

Concrètement, ces entrepreneurs seront renseignés sur les outils de gestion financière, la protection des données et l'optimisation de la présence en ligne. Les modules porteront également sur les outils de gestion de stock et la présentation des plateformes de visibilité et de compétitivité en Afrique.

Les entreprises intéressées devront figurer dans la base de données d'une structure d'appui (SAEI, FAIEJ, CNP, GTPME-PMI, ANPGF) ou d'un regroupement d'entreprises. Elles doivent également disposer de la carte CFE et comptabiliser au moins deux années d'activités.

Les inscriptions dont la clôture est prévue le 14 juillet se font via le lien dédié.

Source : @Republiquetogolaise.com

MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS À LA RECHERCHE DE 35 MILLIARDS DE FCFA

Pour le financement de son budget, exercice 2024, qui s'équilibre à quelque 2.179 milliards de francs Cfa, le Togo poursuit sa stratégie de mobilisation de ressources financières.

Pour sa première sortie de ce mois de juillet, sur me marché financier régional, le Trésor public togolais est à la recherche de 35 milliards de Fcfa, en émission simultanée de Bons assimilables au trésor (Bat) et d'Obligations assimilables au trésor (Oat).

Selon les détails de l'opération, qui devra être bouclée le 12 juillet prochain, les BAT, d'un nominal d'un (01) million Fcfa, émis sur la maturité de 364 jours à des taux d'intérêt multiples, devront permettre de collecter 10 milliards de nos francs. Dans le même temps, les Oat, dont le nominal est de 10.000 Fcfa, rémunérées à des taux d'intérêts de 6,15% et 6,40% sur des maturités respectives de trois (03) et cinq (05) ans, devront permettre de mobiliser 25 milliards Fcfa.

Notons que pour cette année, le Trésor public togolais est à la recherche de 607 milliards de Fcaf. A ce jour, le Trésor a réussi à lever 463 milliards de nos francs.

@macite.tg

AU TOGO, L'ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE AUX SOINS DE SANTÉ EN NETTE AMÉLIORATION

Au Togo, les efforts réalisés ces dernières années dans le domaine de la santé ont particulièrement impacté un indicateur : l'accessibilité géographique aux soins de santé. En trois ans (de 2020 à 2023), il est passé de 71% à 90,7%, selon les dernières statistiques.

Pour y parvenir, le gouvernement a lancé une série d'initiatives, allant du renforcement des capacités d'accueil à celui du personnel de santé, en passant par des mécanismes innovants. Dans ce sens, 86 nouvelles formations sanitaires ont ainsi été construites et 60 autres rénovées, dans le cadre du projet de "Services de santé essentiels de qualité pour couverture sanitaire universelle" (SSEQCU), pour un coût de 40 milliards FCFA.

Si le pays a dans la foulée ouvert son tout premier hôpital de référence, baptisé Dogta Lafiè, les chantiers se sont multipliés sur le volet infrastructurel. Plusieurs formations sanitaires, notamment descentres hospitaliers préfectoraux (CHP) et régionaux (CHR), ainsi qu'un Centre médico-social (CMS) ont été rénovés et équipés. La réhabilitation devrait également bientôt être effective au sein des centres hospitaliers universitaires (CHU) de Lomé et Kara, avec le projet Ellipse dont les bases ont été jetées il y a un an. (...)

Source : @<republiquetogolaise.com

ZOZO

CONSOMMATION LOCALE : LES ÉTABLISSEMENTS DE TOURISME INVITÉS À VALORISER DAVANTAGE LA TVT

Au Togo, les établissements de tourisme et autres lieux assimilés devront désormais, mettre davantage en avant la télévision nationale (TVT) dans leurs espaces. La demande a été faite aux promoteurs le vendredi 05 juillet dernier par le ministre en charge du secteur, Gbenyo Lamadokou.

La décision, prise dans un contexte de promotion de la 'Destination Togo' et de poursuite des initiatives d'incitation à la consommation locale, vise à assurer la promotion et la visibilité des richesses et valeurs culturelles du pays.

Surtout, elle se justifie par la faible visibilité de la chaîne nationale d'information, au détriment de chaînes étrangères. "Il arrive qu'elle ne figure même pas dans les bouquets numériques offerts aux usagers desdits établissements", a d'ailleurs déploré le ministre, avant de demander aux acteurs concernés de "prendre les dispositions idoines pour faire de la TVT, la chaine de référence et de premier choix dans la programmation [des] postes téléviseurs".

"On n'oblige pas les gens à suivre la TVT"

Si des contrôles inopinés sont envisagés, comme pour les autres initiatives d'incitation à la promotion du local, il ne s'agit pas d'une obligation à suivre la télévision nationale.

"On n'oblige pas les gens à suivre la TVT mais qu'elle fasse partie des options pour permettre à ceux qui veulent suivre la chaine nationale de l'avoir. C'est la solution aux plaintes récurrentes des clients des hôtels", a précisé le ministre dans une clarification accordée à un média local après la publication de la note circulaire.

Source : @Republiquetogolaise.com

EXPLOITATION DE DONNÉES : L'INSEED ET LE CENTRE AFRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE, DÉSORMAIS PARTENAIRES

Au Togo, les données statistiques devraient être mieux exploitées. L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) a en effet signé il y a quelques jours, un mémorandum d'accord avec le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED).

L'entente paraphée par les responsables des deux institutions vise à accompagner l'INSEED sur plusieurs volets. Entre autres, la mise en place du visa statistique, l'amélioration des capacités de recherche et l'organisation de voyages d'études.

" Ce partenariat stratégique avec l'INSEED constitue une étape majeure vers une culture du recours systématique aux données dans la prise de décision en Afrique de l'Ouest. Il nous permettra de conjuguer nos efforts et nos expertises pour promouvoir une prise de décision fondée sur des données probantes dans les domaines clés du développement durable au Togo ", a indiqué Fréjus Thoto, directeur exécutif de l'ACED.

Pour sa part, le Secrétaire général de l'INSEED, Tchiou Animaou, a salué la mise en place de ce cadre de partenariat qui permettra de faciliter l'accès des utilisateurs (décideurs politiques et praticiens) aux données.

En rappel, l'ACED est un centré basé au Bénin qui accompagne et assiste les décideurs politiques et les praticiens de développement dans la prise de décisions éclairées, équitables et inclusives. Il intervient dans les domaines comme l'économie de la nature, l'économie numérique et le développement humain.

Source : @Republiquetogolaise.com

DETTE : COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE EN FIN 2023

Selon le rapport annuel de la dette publique au 31 décembre 2023 établit par le ministère de l'économie et des finances, A fin décembre 2023, le niveau de dette du Togo par rapport au PIB est de 66,65% du PIB. Le profil d'amortissement de la dette montre que le portefeuille de la dette est exposé à un risque de refinancement modéré compte tenu de la maturité résiduelle relativement courte des emprunts de la dette intérieure.

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

Le coût du portefeuille de la dette existante

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 3,79% à fin décembre 2023 contre 4,15% à fin décembre 2022. Cette baisse du taux d'intérêt implicite s'explique par l'encours de l'appui budgétaire de IDA de 150 millions de dollars USD à taux d'intérêt zéro.

La dette intérieure, dominée par les titres publics, coûte en moyenne 5,22% contre 1,52% pour la dette extérieure. La charge d'intérêt représente 2,53% du PIB. Elle est de 2,14% du PIB pour la dette intérieure contre 0,39% du PIB pour la dette extérieure. La réduction du coût de la dette dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser les ressources concessionnelles sur le moyen terme et le long terme.

Le risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs : la maturité moyenne du portefeuille ; la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB ; et la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille ressort à 6,45 ans à fin décembre 2023 contre 6,66 ans à fin décembre 2022. Cet indicateur est influencé positivement par la dette extérieure ayant une maturité moyenne de 8,93 ans. La maturité moyenne de la dette intérieure, quant à elle, est de 4,88 ans en 2023 contre 5,64 ans en 2022. Cette baisse est due à la préférence des investisseurs pour les titres publics de court terme qui ont contraint l'Etat togolais à émettre plus de bons du trésor au cours de l'année 2023.

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2023 représente 12,20% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 8,15% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance au 31 décembre 2023 est de 15,13% contre 7,56% pour la dette extérieure. Le profil de maturité indique une forte concentration des échéances au cours des trois (03) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de trésorerie.

Le risque de taux d'intérêt

Le temps moyen de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 6,43 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant un temps moyen de 4,87 ans. Le temps moyen de la dette extérieure est de 8,90 ans. L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2023 représente 12,54% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période doit toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 15,45% de la dette intérieure à fin en 2023. Le niveau de la dette à taux variable dans le portefeuille est négligeable (0,16%), ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

Le risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 71,30% de dettes libellées en FCFA et 14,95% en Euro. Le portefeuille de la dette extérieure (38,61% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures ((14,04% pour le dollar US et 9,38% pour le yuan renminbi (CNY)). On note une proportion importante de la dette extérieure libellée en Euro (38,72%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 25,67% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord de contrepartie signé entre la Banque Centrale et l'Etat.

A en croire le Gouvernement, les efforts vont se poursuivre pour maintenir la dette extérieure à un risque modéré de surendettement avec des marges conséquentes pour absorber les chocs et ramener le risque de surendettement global élevé à un risque de surendettement global modéré en 2026.

Ali Samba

CYBERSECURITE : Une stratégie quinquennale pour le secteur

Depuis des années, le Togo s'est lancé dans un processus de transformation digitale avec à la clé le développement de l'économie numérique. L'importance de la cybersécurité dans la réussite de ce processus a poussé les pouvoirs publics à en faire une priorité. De ce fait, ils ont créé l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy). L'agence vient de doter le pays d'une stratégie quinquennale en cybersécurité 2024-2028.

Photo de famille des participants

Créée en 2019, l'ANCy a pour mission de coordonner l'action gouvernementale en matière de défense des systèmes d'informations ; de concourir à la mise en œuvre de la politique et des orientations stratégiques en matière de cybersécurité au Togo, etc. Une mission qu'elle remplit à merveille. L'élaboration de la stratégie quinquennale 2024-2028 est une preuve vivante.

Une stratégie déclinée en 4 piliers principaux

Cette stratégie, consignée dans un document, comprend 4 piliers. Il s'agit de la promotion de la culture de la cybersécurité grâce à la sensibilisation et à la formation ; la protection des systèmes d'information critiques ; le renforcement du système de réponse aux incidents informatiques ; et le renforcement des mécanismes juridiques envers les auteurs de crimes et délits de cybersécurité.

Dans le cadre de la promotion de la culture de la cybersécurité grâce à la sensibilisation et à la formation, l'Agence nationale de la cybersécurité échange régulièrement avec les acteurs susceptibles d'être des victimes. Elle vient d'échanger avec une cinquantaine de startups et de PME du secteur numérique sur les défis à relever en matière de cybersécurité. " Le Togo regorge de beaucoup de startup qui font un travail extraordinaire avec les différents services digitalisés qu'elles proposent au public. Mais, elle se retrouve dans une situation où elles manipulent énormément les données de nos concitoyens et il est important pour leur survie de les protéger contre la cyber-menace " a relevé Gbota GWALIBA, DG de l'ANCy.

Au cours de la rencontre, l'ANCy a montré aux participants, comment il faut définir, architecturer et assurer l'administration de façon sécurisée d'une application, d'un site internet pour renforcer leur résilience en matière de cyber sécurité, parce que les attaquants auront du mal à altérer leur application si ces applications sont beaucoup plus sécurisées. " Il est important que les dirigeants de ces startups comprennent que la cyber sécurité est devenu un enjeu de survie pour eux ", a ajouté le DG de l'ANCy.

Les échanges avec l'ANCy ont permis aux starts up et PME de comprendre les problématiques et les contraintes de ces entreprises, afin de mieux les accompagner à renforcer leur processus de cyber sécurité et leur résilience face aux cybers menaces (piratage informatique, le vol des données personnelles des clients etc…)

Il faut rappeler que, le Togo mène une politique efficace en matière de cybersécurité. Cela se traduit par l'élaboration de la stratégie quinquennale 2024-2028, la mise en place d'un cadre juridique, la création des organes de régulation, etc. Cela démontre une fois de plus l'engagement pris par l'État à mener une lutte sans merci contre la cybercriminalité. Grâce à cette stratégie, les cyberattaques seront anticipées et déjouées. Cela permettra de garantir la protection des populations et des entreprises sur le plan numérique. Comme résultat, le développement de l'économie numérique sera assuré.

Il faut dire qu'à part l'ANCy, le Centre national d'alerte et de réaction aux menaces informatiques (CERT.tg) est l'autre arsenal de cybersécurité mis en place par le gouvernement togolais. Cet organe, dirigé par la société de services en cybersécurité Cyber Defense Africa S.A.S, sous l'égide de l'ANCy, a pour mission d'identifier, d'analyser et de contrer les cybermenaces auxquelles fait face le Togo. Son rôle dans la réussite de la stratégie est primordial. En 2022, le centre a traité 308 incidents, dont 131 positifs.

La Rédaction

AGRICULTURE / Production du Soja :

Lancement de la campagne pour la saison 2024-2025

Le Conseil Interprofessionnel de la Filière Soja du Togo (CIFS-Togo) a procédé au lancement de la campagne 2024-2025 de la production de soja à Guérin-Kouka, village de la préfecture de Dankpen. La nouvelle saison est placée sous le thème : "La mécanisation de la production du soja, facteur d'augmentation de la productivité". Pour cette saison, le CIFS envisage une production de 350 000 tonnes contre 260 000 tonnes pour la saison écoulée. Une progression fulgurante depuis les 25 000 tonnes en 2015.

A en croire Komlan Kadjakadè, le Président du CFIS, cette embellie est le résultat de la mise à disposition de semences de qualité aux producteurs, le renforcement des capacités techniques des producteurs et l'extension des infrastructures de stockage et de transformation. " L'ambition du CFIS est de transformer le secteur agricole et faire du Togo, un modèle en matière de production de soja en Afrique ", a-t-il déclaré lors du lancement de la campagne.

Cependant, Komlan Kadzakade a relevé les problèmes auquel fait face la filière soja au Togo. " La campagne de production 2024-2025 s'annonce de façon particulière, dans un contexte durement éprouvé par les difficultés et les problèmes qui minent les acteurs et qui risquent de faire disparaitre la filière ", a averti le Président du CIFS. Pour lui, la production du soja risque d'être arrivée à son déclin. Les producteurs sont laissés à eux-mêmes et note une insuffisance des intrants (semences, biofertilisants, inoculum, etc.) sur le terrain. On évoque aussi de baisse des prix de vente des graines du soja, du manque d'engouement au niveau des producteurs, de mauvaise foi des producteurs qui ne respectent pas leur parole donnée aux agrégateurs, l'apparition d'acteurs opportunistes dans la filière…

Pour surmonter ces défis, le Conseil Interprofessionnel de la Filière dit avoir pris plusieurs initiatives pour assurer la réussite de cette campagne. L'une des mesures est la mise en place du système TRACE Soja qui permet de suivre la production depuis les champs jusqu'à la commercialisation, garantissant ainsi la qualité et la transparence et l'autre est toujours de sensibiliser les agrégateurs et les producteurs à des collaborations solides et franches. " Nous avons tiré les leçons des précédentes campagnes et nous sommes résolus à surmonter les défis rencontrés pour accroître encore plus notre production ", a déclaré le Président du Conseil d'Administration.

>Des agricultrices

Dans un communiqué rendu public, le Conseil interprofessionnel de la filière soja a appelé toutes les familles de la filière qui font face à la conjoncture des prix ces deux dernières années, à la résistance des banques à accorder des crédits agricoles aux acteurs. Les acteurs ont été invité à apporter tous les appuis nécessaires aux producteurs, afin de booster la production.

Déjà, face aux anomalies pluviométriques et des particularités de chaque zone de production agricole, l'Institut de Conseil et d'Appui technique (ICAT) a recommandé aux producteurs de finaliser toutes les opérations de semis de soja d'ici le 15 juillet prochain, surtout pour éviter les retards qui pourraient compromettre la campagne agricole. Pour les zones de Plateaux-est et la Kéran (région de la Kara), les producteurs ont jusqu'au 31 juillet pour faire le semi.

Pour les autorités en charge de l'agriculture, le gouvernement est déterminé à soutenir cette filière vitale et continuera à mettre en place des politiques favorables, à faciliter l'accès aux financements et à encourager les partenariats stratégiques. À cet effet, il demande à tous les acteurs de poursuivre l'accompagnement des producteurs, en mettant à leur disposition des appuis, notamment, les machines agricoles, les semences, les appuis financiers si possibles pour booster la production.

La Rédaction

PROMOTION DE LA FEMME :

Des initiatives gouvernementales à saluer

Le Togo réalise depuis quelque temps de très grands progrès dans la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes. Plusieurs initiatives et des politiques mises en œuvre par le gouvernement togolais sont en faveur des femmes.

À commencer par les lois sur l'égalité des sexes. Le pays a adopté des lois visant à promouvoir l'égalité des sexes et à protéger les droits des femmes. Aujourd'hui, le quota de représentation des femmes en politique est démonstratif.

En termes d'initiatives d'autonomisation économique, le tableau est aussi chargé. L'État a mis en œuvre des programmes qui renforcent l'autonomie économique des femmes, notamment en offrant des formations professionnelles, un accès au crédit et des opportunités d'emploi.

Par exemple, sur les 4 503 nouvelles entreprises ayant vu le jour de janvier à mars 2024 selon le Centre de formalités des entreprises (CFE), 1 372 parmi elles sont l'œuvre des femmes, soit 30 % du total des entreprises.

En ce qui concerne la santé maternelle et infantile, un bilan, effectué en début d'année 2023, a montré qu'entre août 2021 et décembre 2022, le gouvernement a injecté un peu plus de 2 milliards de francs CFA dans la mise en œuvre du programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né Wezou. Le ministère

La ministre de l'action sociale au chevet d'une jeune maman et son bébé

de tutelle a garanti dans son rapport que cette enveloppe a couvert la prise en charge d'environ 290 000 femmes sur cette période de près d'une année et demie.

Ces femmes ont bénéficié des prestations effectuées et qui sont estimées à plus de 1,3 million. Il y a eu 281 796 consultations prénatales et 148 275 accouchements réalisés sur la période.

D'autres programmes existent, surtout en milieu rural, qui contribuent à garantir des hospitalisations subventionnées en ce qui concerne les soins prénatals et postnatals. Dans le secteur de l'éducation, des mesures protectrices des filles sont prises par les autorités : suppression des frais de scolarité et des frais d'inscription aux examens, délivrance de bourses d'études, lutte contre la stigmatisation, etc.

Le pays a renforcé ses efforts pour lutter contre les violences faites aux femmes et offrir un soutien de taille aux victimes tout en poursuivant les auteurs de violences domestiques. Ces diverses initiatives - qui ne sont pas les seules - démontrent l'engagement du gouvernement togolais en faveur de l'autonomisation et des droits des femmes.

Koudjoukabalo

Zozo

CONCOURS D'ENTREE AU COLLEGE MILITAIRE EYADEMA : 611 CANDIDATS RETENUS POUR LE TEST ÉCRIT DU MARDI 16 JUILLET

Le processus pour l'enrôlement au Collège militaire Eyadéma se poursuit. La liste des candidats retenus pour le concours d'entrée en 6è et en Seconde au Collège militaire a été rendue public vendredi 05 juillet dernier. Place désormais au test écrit qui est prévue pour le mardi 16 juillet dans les différents centres écrits retenus.

Ils sont au total 611 candidats retenus pour passer le test écrit en vue de l'admission au Collège militaire Eyadéma.

Selon le ministère des Armées, les épreuves écrites vont se dérouler dans six centres répartis sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit de l'EPP du camp Général Gnassingbé Eyadema à Lomé, du Lycée de Tsévié Ville 1, du Lycée d'Atakpamé, de l'École du camp de la Gendarmerie Nationale de Sokodé, du Collège militaire Eyadema à Tchitchao, et de l'École centrale de Dapaong.

Le ministre des Armées informe les candidats que pour avoir accès aux différents centres, il est demandé aux candidats de se munir d'une pièce d'identité en cours de validité. Ils devront également compléter leur dossier avec les relevés de notes du Cepd (pour les sixièmes), et du Bepc (pour les secondes), ceci le jour de l'écrit, ou au plus tard le vendredi 26 juillet prochain.

@macite.tg

VALORISATION DE LA CASCADE DE SOUROUKOU : L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ VALIDÉE...

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie 19 qui consiste à la création d'une offre de tourisme de loisirs, le ministère de la Culture souhaite valoriser au moins un site touristique par région dans l'optique de créer un pôle d'attraction touristique dans chaque région. Dans ce sens, dans la préfecture de Mô, la cascade de Souroukou, est un joyau naturel à valoriser davantage.

Un atelier de validation de l'étude de faisabilité de valorisation de la Cascade de Souroukou, dans la préfecture de Mô, s'est tenu, le jeudi 27 juin dernier, à l'Agora Senghor à Lomé. Organisé par le ministère de la Culture et du tourisme, cet atelier a permis aux acteurs impliqués dans ledit projet de valorisation de la cascade de Soukourou, de faire des contributions afin de faciliter sa mise en œuvre efficace pour le bien-être de nos communautés.

La cascade de Souroukou, située dans la région Centrale, à environ 15 km de Djarkpanga, chef-lieu de la préfecture de Mô, est un joyau naturel, réputée être la plus grande cascade de la sous-région ouest africaine.

Notons que le secteur du tourisme, reconnu comme étant dynamique tant sur le plan social qu'économique, est une mine créatrice d'emplois et de richesses. Ce secteur " se nourrit et vit en grande partie de la culture et pour être productif, ses composantes ont besoin d'être valorisés de façon durable ", a expliqué le ministre Gbenyo Lamadokou.

@macite.tg

LE MÉDIUM
N° 0613 DU 09 AU 15 JUILLET 2024

SPORT/ TOURNOI DE RÉCONCILIATION TROPHÉE FRANCIS TÉTÉVI HOUNZA :

Hervé Tété Agbodan prône la paix et le vivre ensemble

La 17ème édition du tournois de réconciliation petit poteau organisé par Togbui Assou Azanléko Kpalikpatcho III du village de Kéta Assoukopé qui a démarré le 13 janvier 2024 a connu son épilogue ce samedi 6 juillet dans la commune Lacs 1 avec le sacre de GOSLOW d'Aného devant les autorités administrative et militaires, les chefs traditionnels gardiens de nos uses et coutumes, et un public qui a répondu massivement présent.

Coup d'envoi de la finale

Remise de trophée

Elles étaient 72 équipes sur la ligne du départ à la conquête de cette prestigieuse coupe qui s'est jouée sur le terrain du jubilé d'or. La grande finale qui a opposé pétrolier Fc et GoSlow tous venus de la ville d'Aného.

Pendant le temps réglementaire, aucune des deux équipes n'a réussi à faire la différence jusqu'au sifflet final. C'est la séance du tir au but qui a finalement tourné à l'avantage de Go Slow FC qui a réussi a concrétiser un tir.

Les deux équipes ont produit du spectacle pour le bonheur du public. Robert Tevi Benissan, préfet des lacs, Hervé Tété Agbodan SG de la Fédération Togolaise de Football, représentant le Président et Francis Tétévi Hounza, parrain du tournoi étaient tous aux côtés de Togbui Azanléko Kpalikpatcho III pour cette belle fin du tournoi.

Togbui Aznléko s'est réjoui pour le fair-play qui a régné tout au long de ce tournoi jusqu'à sa fin et la qualité du jeu développé par les joueurs ; il a remercié tous ceux qui ont mis la main à la pâte pour que cette 17ème édition soit une réussite comme les éditions précédentes. Les deux finalistes ont reçu des ballons, des médailles, des crampons.

Le meilleur joueur a été primé ainsi que la meilleure équipe fair-play. En plus de petites récompenses individuelles, l'équipe victorieuse est repartie avec la coupe mise en jeu. Le représentant du président de la FTF, le SG M. Hervé Agbodan, a exhorté toute la population à la culture de la paix et la non-violence, avoir des comportements exemplaires pour que le vivre ensemble soit consolidé dans notre pays et que le fair-play règne a-t-il dit au tout début du match.

Dodo ABALO

DU 1er JUILLET AU 31 OCTOBRE
PRÊT SCOLAIRE 0%
TAUX D'INTÉRÊT
Disponible en 24h
*Offre soumise à conditions
PLUS DE SOUCIS
pour la rentrée scolaire de nos enfants.
Jusqu'à 5 mois du salaire net*
RDV EN AGENCE
La Banque Autrement
https://togo.coris.bank
CORIS BANK INTERNATIONAL

TOUS À L'ÉCOLE
Le prêt pour payer l'école de vos enfants
Jusqu'à
5 mois de salaire*
Réponse en 24H**
Remboursable sur 11 mois maximum
* Offre soumise à conditions
** Pour les renouvellements, 48h pour les nouveaux dossiers
Souscription possible sur
MyBOA ou BOAweb
www.boatogo.com
BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

annonce